



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

RÉFLEXIONS SUR LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT



«CULTURE MATTERS» : LA CULTURE COMPTE !

En 2020, le monde fait face à une crise mondiale. La pandémie provoquée par le nouveau coronavirus entraîne des restrictions dans la vie quotidienne des gens et dans la vie publique. Elle prive de nombreuses personnes de leurs moyens de subsistance, pousse les systèmes de santé à leurs limites et met temporairement à l'arrêt l'industrie du voyage. Dans les circonstances actuelles, la santé est évidemment prioritaire.

Mais cette crise nous montre aussi ce qui est essentiel pour pouvoir vivre ensemble et ce qui détermine notre condition humaine. Le confinement a imposé de fermer les institutions culturelles (musées, théâtres, cinémas et salles de concert) mais il n'a pas stoppé l'inspiration, bien au contraire : l'expression artistique a démontré qu'elle pouvait résister à la crise, s'adapter et rester créative. Les institutions et les acteurs culturels ont rapidement adopté les canaux numériques pour proposer des concerts ou des festivals de cinéma en direct. Certains ont joué de la musique sur leur balcon, d'autres ont laissé libre cours à leur créativité dans le monde virtuel. Autant d'exemples qui témoignent de l'importance de l'inspiration culturelle, partout dans le monde. L'art et la culture proposent des outils pour affronter les crises, gérer les émotions vécues et les surmonter.

Au fil des siècles, la culture a permis à la Suisse de traverser de nombreuses crises et contribué à une cohabitation pacifique. La diversité linguistique et culturelle fait partie intégrante de notre identité et représente l'une des valeurs fondamentales de notre système fédéraliste. La Suisse reconnaît également que la protection et l'encouragement de la vie culturelle à l'étranger recèlent un fort potentiel en matière de promotion de la paix et de développement durable dans le monde. La culture contribue de manière

essentielle à la coexistence pacifique et librement consentie des peuples. Elle peut donner une voix aux minorités, développer la confiance en soi des individus et favoriser les changements sociaux. La pandémie liée au nouveau coronavirus met cependant aussi en lumière que le secteur culturel dépend largement de l'intérêt du public, de l'accès à des possibilités de création libres, et des aides financières.

En suivant la devise «Culture Matters», la DDC s'engage ainsi dans ses pays partenaires à promouvoir une scène culturelle et artistique indépendante et dynamique. Bien qu'il soit difficile de chiffrer directement la valeur ajoutée de l'art et de la culture, il est important d'encourager et de soutenir la culture. Ce recueil examine dans quelle mesure l'engagement culturel de la DDC peut influencer différents thèmes de la coopération au développement traditionnelle. Alliant approche théorique et exemples pratiques tirés de diverses régions du monde, les textes illustrent le potentiel et l'impact de la production culturelle, et comment elle peut façonner l'avenir de la société. Nous adressons nos vifs remerciements à l'auteur des présentes réflexions qui composent ce recueil, François Matarasso. Ils ont constitué la base d'un processus de discussion et d'apprentissage qui nous permettra d'améliorer l'orientation et la mise en œuvre de notre engagement culturel. C'est avec plaisir que nous partageons avec vous ces essais parfois provocateurs mais toujours passionnants.



Christian Frutiger

Vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération
Chef du domaine Coopération globale

INTRODUCTION À LA CULTURE ET AU DÉVELOPPEMENT

Auteur: François Matarasso

Né au Royaume-Uni en 1958, François Matarasso est un artiste communautaire, écrivain et chercheur. Il a travaillé durant quinze ans comme artiste avec différentes communautés avant d'appliquer cette expérience à la recherche sur la théorie, la pratique et les résultats de la participation des populations à la culture. Publié en 1997, son rapport intitulé *Use or Ornament ?* a défini des concepts importants en politique culturelle et a été complété par d'autres études sur la culture et le développement communautaire, dont l'ouvrage *A Restless Art, How participation won and why it matters*, paru en 2019. Parallèlement aux recherches qu'il mène, il associe son travail d'artiste communautaire à une activité de conseil dans le domaine de l'évaluation et de la formation. À ce jour, il est intervenu dans près de 40 pays. Il a également œuvré comme administrateur de l'*Arts Council England*, du *National Endowment of Science Technology and the Arts* et de la *Baring Foundation*, et a obtenu des chaires honorifiques dans des universités au Royaume-Uni et en Australie. Cette vaste expérience et expertise dans le domaine de la culture a incité la DDC à lui confier la rédaction du présent recueil de réflexions, dans lequel il évoque dix thèmes en lien avec la culture et le développement. Les sujets retenus se fondent sur les principes qui sous-tendent la politique de la DDC en matière de culture et de développement.

Dans l'Europe du XIX^e siècle, l'éducation universelle était une idée controversée, la classe dominante étant largement convaincue de son inutilité et arguant qu'elle ne ferait que susciter, chez les enfants de la classe ouvrière, des envies allant bien au-delà de leur rang. Aujourd'hui, avec un taux mondial de scolarisation au degré primaire qui s'élève à 91 %, ces convictions paraissent absurdes voire offensantes.¹ Un changement de mentalité comparable est en cours sur la valeur accordée à la culture et sur la participation de chacun et chacune à sa création. Longtemps considérée comme un privilège ou un luxe – une idée elle-même culturellement marquée – la culture devient un puissant moteur de progrès social et économique. Pourquoi ? Et qu'entend-on par culture, exactement ?

L'être humain a besoin de sens. Notre conscience nous pousse à chercher des réponses aux mystères de la vie, à comprendre et à expliquer notre propre existence. Depuis toujours, les êtres humains ont créé des images, des rituels, des histoires et des spectacles, dans une tentative de donner un sens à un environnement imprévisible, de reconforter et de consoler, de créer une communauté et de marquer les moments de joie et d'accomplissement. Ce besoin a donné naissance à d'innombrables langages symboliques complexes qui visaient à définir la morale, le statut social, le lieu, le temps et bien d'autres limites qui guident la vie humaine. Dans la plupart des pays, les conditions climatiques imposent aux êtres humains de couvrir leur corps, c'est une question de survie. Cela étant, les codes qui dictent qui peut ou doit porter quel type de vêtement relèvent de la culture.

La plupart du temps, nous prenons l'essentiel de notre culture pour acquise. Tous les matins, nous mettons les mêmes vêtements, l'esprit ailleurs. Ce n'est que lorsqu'un événement vient casser la routine – un entretien d'embauche ou une obligation sociale – que nous nous sentons contraints de revoir notre tenue vestimentaire et les signaux qu'elle peut envoyer à autrui. Cette conception de la culture est souvent qualifiée d'anthropologique, un terme pertinent en soi mais qui véhicule néanmoins l'idée dangereuse que la culture ne concerne que les autres. La période de la colonisation européenne était fondée sur cette croyance, comme en témoigne la distinction faite entre les musées d'art et les musées d'ethnographie. Les Européens considéraient leur culture (il serait plus approprié de parler de *cultures* au pluriel mais dans le cas présent, c'est le dénominateur commun qui importe) comme normale, à la fois le point culminant et la norme universelle dont découlaient les cultures des autres peuples. Toute valeur attribuée à ces cultures était liée à la proximité supposée qu'elles entretenaient avec les normes fixées par les Européens pour leur propre culture. Les empires coloniaux, si fiers de leur civilisation, ont expressément utilisé cette différence pour justifier leur domination.² Il fut un temps, lequel n'est peut-être pas encore tout à fait révolu, où le développement impliquait des hypothèses similaires, même inconsciemment. Il avait pour objectif d'amener les autres pays à respecter des normes considérées comme normales et universelles.

L'expérience, la théorie et la recherche ont montré les dangers d'une telle pensée. La culture était considérée à l'origine comme un obstacle potentiel à la réussite d'un programme de développement, et nombre d'échecs furent interprétés à l'aune de ce critère. Aujourd'hui, elle est perçue de manière plus positive comme une ressource, tandis que les connaissances et traditions locales sont traitées avec plus de respect que par le passé. Il s'avère que la culture peut constituer un immense atout pour le développement, en ce sens qu'elle donne aux individus les moyens de répondre à leurs besoins à leur manière. En fin de compte, c'est le rôle joué par la culture tout au long de l'histoire de l'humanité.

Et qu'en est-il de l'art ? L'un des éléments qui rend délicate toute discussion sur la place de la culture dans le développement est la frontière mouvante qui sépare la culture et l'art. Les deux termes englobent de vastes et complexes idées et sont rarement utilisés par deux personnes dans une même acception. Les problèmes ont commencé avec l'invention des beaux-arts au cours du siècle des Lumières en Europe, lorsque des philosophes comme Emmanuel Kant se sont employés à définir un système de valeurs non religieux. Ces nouvelles idées ont stimulé l'art européen pour en faire la force créative qu'il est aujourd'hui mais au prix de l'instauration d'une hiérarchie qui a rabaissé la plupart des formes d'expression artistique. Dans ce monde, la musique classique est considérée comme de l'art et digne de recevoir des subventions publiques, tandis que les musiques pop, folk ou encore les musiques du monde ont valeur de culture, de divertissement ou, de manière très parlante, de « sous-culture ».

Dans le contexte du développement, opérer une telle distinction – pour reprendre la fameuse expression de Pierre Bourdieu³ – est particulièrement dommageable, tant elle risque de perpétuer les préjugés coloniaux et de négliger ce qui

fait de la culture une force vitale de développement. Plutôt que de considérer la culture comme intrinsèquement bonne, qui s'inscrit dans une hiérarchie au sommet de laquelle culminent les beaux-arts européens, nous pourrions, à l'instar de la science, la considérer comme un pouvoir, un ensemble de compétences et de ressources qui habilite les gens à comprendre leur expérience, à imaginer des alternatives, à trouver un terrain commun et à motiver d'autres à changer. Comme tout pouvoir, la culture peut être utilisée à bon ou à mauvais escient (en reconnaissant que ces termes sont culturellement marqués). La politique de développement de la Suisse doit avoir pour objectif d'utiliser ce pouvoir au service des valeurs démocratiques et constitutionnelles fondamentales que sont la prospérité commune, le développement durable, la cohésion et la diversité culturelle.

L'art – la pratique consciente et autocritique de la culture pour créer de nouvelles significations dans un espace public ou démocratique – joue un rôle clé dans ce processus, de manière parallèle mais distincte du champ plus large de la culture. Il s'agit de la branche de la culture dédiée à la recherche et au développement, l'atelier qui donne naissance à de nouvelles idées, à de nouveaux désirs et à de nouvelles histoires, le forum au sein duquel la diversité humaine peut interagir de manière pacifique et créative. Les produits de l'art – un groupe en constante évolution qui comprend la musique, les histoires, les spectacles et les images, souvent de manière combinée – alimentent l'économie moderne car ils sont créateurs de sens. Ils font appel à l'imagination pour nous aider à nous comprendre et à comprendre les autres, et ainsi à façonner notre vision du monde. Dans un monde de plus en plus globalisé, où les produits de l'art et de la culture franchissent les frontières aussi rapidement que l'argent, où ceux qui produisent de la culture et ceux qui en sont les bénéficiaires ont gagné en importance au plan international. Glo-

balement, les pays du Sud sont désavantagés à bien des égards mais pas en ce qui concerne les ressources culturelles. Le développement de leurs capacités de production et de diffusion de produits culturels, artistiques et créatifs est crucial pour leur capacité à résister à la domination et à parvenir à instaurer des relations plus équitables avec les pays riches.

Cette série de réflexions sur la place de la culture dans le développement a débuté durant l'été 2019. Elle s'achève au moment où une bonne partie de la planète vit confinée à la maison – tout du moins là où les gens ont un toit au-dessus de leur tête – en raison de la pandémie de COVID-19. Comme beaucoup l'ont dit, cela change tout. Quel que soit le monde qui émergera de cette crise sanitaire dramatique, il restera marqué par le chagrin et la peur. Il sera plus pauvre et accaparé par les efforts de récupération et de reconstruction. On pourrait penser que ce n'est pas le moment de parler de culture. Rien n'est moins vrai.

Cette pandémie est le fruit de la culture, de la vente de viande d'animaux sauvages sur des marchés d'alimentation chinois à la fréquence des voyages internationaux à des fins professionnelles ou de loisirs. L'expérience fut culturelle lorsque les gens ont dû renoncer au plaisir de sortir prendre un café ou d'assister à un match de football mais qu'ils se sont tournés vers les livres, les films et les discussions en ligne, et qu'ils ont chanté ensemble sur leur balcon. La reprise sera également définie par la culture – par les sciences appliquées pour comprendre et vaincre la maladie, les histoires qui aident les gens à donner un sens à leur expérience, les futurs qu'ils imaginent, qui les effraient ou qui leur donnent de l'espoir.

La pandémie a été racontée en grande partie du point de vue des pays riches de l'hémisphère Nord, où chaque mesure politique est examinée

et mise en lien avec la progression de la maladie. Le nombre de décès en Inde, où des millions de gens n'ont ni logement pour se protéger ni la capacité de faire des réserves de nourriture au-delà de leurs besoins quotidiens, n'est connu qu'à travers des analyses statistiques. Il existe un grave danger de voir la récente progression de la qualité de vie dans les pays du Sud être stoppée voire annihilée par cette pandémie, et de ne pas entendre les voix des personnes les plus vulnérables s'exprimer sur ce qui s'est passé ou ce qui pourrait se passer par la suite. La culture n'est pas une solution à ces problèmes colossaux mais elle offre un terrain propice à la découverte de solutions, où les traumatismes peuvent être reconnus et guéris, et où de nouveaux modes de vie peuvent être imaginés.

Les textes contenus dans cette brochure sont conçus comme de brèves introductions à certains des thèmes, politiques et pratiques qui lient actuellement la culture et le développement, et dont les racines plongent dans la longue expérience de la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur le terrain. Un texte aussi bref, qui s'adresse à des lecteurs qui s'intéressent au développement mais ne sont pas nécessairement experts en culture, a des limites inévitables. Les références ont été réduites au strict minimum, compte tenu de la richesse du matériel disponible en ligne, notamment le site « Culture Matters » de la DDC. Et surtout, le domaine Coopération globale compte un grand nombre d'experts à même de fournir informations et conseils, ainsi que des collaboratrices et collaborateurs actifs dans la culture et le développement dans l'ensemble du réseau diplomatique suisse. Chacune et chacun se fera un plaisir de parler de la manière dont la Suisse réalise ses objectifs de développement et des raisons pour lesquelles elle y parvient, en plaçant l'art et la culture au cœur de son action.

François Matarasso

1 LES DROITS CULTURELS SONT DES DROITS DE L'HOMME



Ateliers de film documentaire avec des jeunes à San José de Chiquitos, Bolivie, septembre 2018.
Photo : Oscar Soza / ozZo ukumari

De prime abord, les droits culturels peuvent paraître secondaires par rapport aux droits de l'homme. Après tout, la préservation de la vie et de la liberté d'une personne doit être plus importante que la sauvegarde de sa musique, de ses églises et de ses traditions. Or la culture d'une personne peut servir de justification à l'inégalité de traitement, à l'oppression voire même au génocide. La souffrance endurée par le peuple rohingya au Myanmar en constitue un exemple récent dramatique. Ainsi, les auteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été bien inspirés d'y inclure l'article 27, qui énonce que :

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

C'est en participant à la vie culturelle de la communauté que les gens peuvent exprimer publiquement leur identité et leurs valeurs. Privées de cette capacité, les minorités peinent à défendre d'autres droits fondamentaux.

La tendance à se focaliser sur ce que la culture produit plutôt que sur sa raison d'être explique notamment pourquoi elle est souvent perçue comme une préoccupation secondaire par les politiques des pays occidentaux. Durant le siècle des Lumières en Europe, la culture était élevée au-dessus des préoccupations quotidiennes (ce qui, paradoxalement, augmentait sa valeur économique). La création d'artefacts culturels était imaginée comme une pure activité qui dépendait de la satisfaction préalable d'autres besoins. Partant, dans la hiérarchie des besoins (pyramide de Maslow), la culture est considérée comme un aspect de l'accomplissement personnel, tout en haut de la pyramide, mais aussi en dernier.

Cette conception de la culture ne correspond toutefois pas à ce que les gens font dans la réalité, ni en Europe ni ailleurs dans le monde. Ils font de la culture *en répondant* à leurs besoins et non après y avoir répondu, à l'occasion d'un jour symbolique de repos. La culture n'a pas pour but de créer des artefacts mais de créer des valeurs. Pour les gens, elle constitue un moyen de s'exprimer et pas seulement un moyen de s'adresser à eux. C'est à travers l'expression culturelle et artistique que les êtres humains élaborent un sens, une identité et une communauté. S'ils ne peuvent pas y recourir, ils se voient refuser la liberté et la capacité de se représenter eux-mêmes en public. Ils deviennent alors de simples sujets de la représentation d'autrui, ce qui constitue une perte d'autonomie et une dérive dangereuse.

La compréhension de la dimension culturelle du développement s'est améliorée au cours des dernières décennies, en partie suite à des initiatives ratées et à des leçons tirées d'expériences difficiles. Cette dimension est vitale, tant au plan de l'efficacité que des droits. L'importance de la culture va toutefois au-delà de la sensibilité aux structures, coutumes et croyances sociales. La distinction entre l'art et la culture est utile en ce sens qu'elle souligne la dimension consciente et inconsciente de la construction du sens par les êtres humains. Reconnaître cette activité consciente, appelée art depuis les Temps modernes, confère une dimension valorisante au développement. La création artistique et son partage jouent un rôle clé dans la manière dont les personnes prennent part à la vie culturelle de la communauté ; la DDC alloue des fonds destinés à soutenir ce droit dans ses programmes.

2 LES ARTISTES ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Notre maître nous a dit qu'il nous battrait s'il nous entendait parler en chiquitano ; il nous disait que c'était mal d'être Indien, que nous devions être des citoyens et qu'un Indien ne pouvait pas être un citoyen, en ce temps-là.

Ce peuple indigène de Bolivie n'a pas renoncé à sa culture malgré des siècles de répression. Aujourd'hui, le projet « Chiquitanía Viva » célèbre son art longtemps négligé en documentant la sculpture, la musique, les textiles et les histoires sous forme numérique. Il tisse des liens entre les générations, les technologies et les lieux, permettant à des voix ignorées de s'exprimer dans l'espace culturel public en Bolivie à travers des expositions, des plateformes en ligne et des événements. « Chiquitanía Viva » a bénéficié du soutien durant la phase II du programme culturel suisse (2016-2019), tout comme 30 autres initiatives artistiques dans chacune des régions du pays. Ces initiatives thématisent des préoccupations diverses et variées comme la violence domestique, la pollution de l'eau, la traite des êtres humains, la culture des sourds et le déclin postindustriel. En accordant la priorité au travail créatif de jeunes gens, elles ont favorisé l'éducation, la cohésion sociale et le développement communautaire, et créé des réseaux et des infrastructures durables. Mais surtout, elles ont permis à des groupes marginalisés de prendre part à la vie culturelle de la communauté et de voir leurs valeurs et leurs identités reconnues. Ce faisant, ces groupes défendent non seulement leurs droits fondamentaux mais ils enrichissent également la culture bolivienne et aident la société à prospérer.

La Déclaration de Fribourg sur les droits culturels (2007) rassemble en un seul document une série de droits déjà reconnus dans d'autres instruments internationaux. C'est un document important qui a eu un impact dans certains territoires, notamment en France au niveau de la législation. Cela étant, en opérant une distinction entre les droits culturels et les droits de l'homme, la Déclaration de Fribourg ne risque-t-elle pas de renforcer l'idée que la culture est une préoccupation secondaire ? Les droits de l'homme sont culturels – une déclaration de valeurs sur la manière dont les choses *devraient* être. Ils ne peuvent être séparés de la culture, qui dicte la manière dont ils sont interprétés, négociés et développés.

Les droits culturels sont les droits de l'homme qui témoignent de notre humanité. Et peut-être qu'un jour, la culture du peuple chiquitano rejoindra les missions jésuites de la région sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.



Mise en scène de « Phèdre » au théâtre Ilkhom.
Photo : Anatoliy Kim

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)

À l'ère des réseaux sociaux, où chacun peut tweeter ses opinions au reste du monde, la liberté d'expression peut paraître en sécurité. En réalité, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont créé autant de menaces que d'opportunités. La Déclaration universelle des droits de l'homme évoque des « frontières » en raison du Rideau de fer. En 1948, la liberté d'expression était une question de politique nationale. La radio était le principal moyen de diffusion de l'information et les

gouvernements étaient largement en mesure de contrôler ce qui était publié sur leur territoire national. En Union soviétique, les manuscrits des dissidents comme Alexandre Soljenitsyne circulaient sous le manteau, une pratique dangereuse. Les pays occidentaux protestaient mais appliquaient leurs propres valeurs en soumettant le monde de l'édition, le théâtre, le cinéma et la télévision à la censure et à l'autocensure. En Grande-Bretagne, jusqu'en 1968, toutes les pièces de théâtre devaient être approuvées par le bureau du lord chancelier, tandis que les studios de Hollywood avaient établi leurs propres codes de production qui non seulement précisaient ce qui devait être censuré mais encore promouvaient les valeurs traditionnelles. La révolution sociale des années 1960 a rendu de telles restrictions de plus en plus inapplicables (bien que la chaîne de radio BBC soit toujours accusée de censurer certains enregistrements). Au cours des dernières décennies, les pays démocratiques ont progressivement libéré l'expression artistique, acceptant qu'en tolérant les voix autrefois marginalisées, elles pouvaient renforcer la vie démocratique.

La récente révolution numérique a hérité de ces valeurs libérales, tout en créant de nouvelles fractures idéologiques dans un monde de plus en plus globalisé. Les artistes qui expriment des idées alternatives sont à nouveau menacés, tout comme la liberté d'expression elle-même. Sans frontières, Internet est devenu le nouveau champ de bataille idéologique, ce qui n'est pas sans conséquence sur la vie de tous les jours. Après la diffusion en ligne des performances artistiques de Pussy Riot, l'activisme artistique du groupe est devenu un problème général pour le gouvernement russe. La condamnation de deux membres du groupe pour « hooliganisme » a constitué une réponse tout aussi publique.

La liberté d'expression est aujourd'hui menacée d'au moins trois manières : par les États, par les entreprises et par les citoyens. Les gouvernements autoritaires qui contrôlent des plateformes établies comme l'édition, le cinéma et le théâtre tentent d'étendre leur pouvoir à l'utilisation d'Internet par les citoyens. La bataille sur la censure qui oppose Google et le gouvernement chinois se déroule dans un cadre conventionnel mais l'accusation de fausses nouvelles peut être plus dangereuse en ce sens qu'elle mine la confiance dans la vérité elle-même. De Fox à Facebook, les entreprises décident ce qui peut être dit et écrit sur leurs plateformes mais sans tenir vraiment compte des normes culturelles ou légales en vigueur dans les différents pays. Toute image de nudité et tout matériel protégé par les droits d'auteur sont rapidement retirés, tandis que tout discours négationniste de l'Holocauste est conservé au nom de la liberté d'expression. Les réseaux peu structurés formés autour d'idéologies radicales, qui reconnaissent uniquement *leur* droit à la liberté d'expression, constituent peut-être la menace la plus chaotique. Les discours haineux et les incitations à la violence sur Internet se sont traduits par des passages à l'acte meurtriers, le plus connu étant l'attaque contre *Charlie Hebdo* en 2015.

La démocratie a besoin de la liberté d'expression mais défendre celle-ci est aujourd'hui une tâche autrement plus complexe que durant la Guerre froide. Dans cette lutte, l'art constitue une ressource vitale, en partie parce que l'esprit artistique résiste au contrôle par le pouvoir et en partie parce que l'ambiguïté de l'art a un effet protecteur. Grâce à ses métaphores, son symbolisme et ses rituels, son lien avec les émotions et son imaginaire, l'art permet aux paroles contestables de s'exprimer dans l'espace public. Il peut s'avérer très difficile de prouver des significations ou des intentions que le public comprend néanmoins parfaitement, et cette incertitude offre une certaine protection aux artistes suf-

fisamment courageux pour exprimer des idées impopulaires. Le travail créatif des artistes n'est pas toujours évident mais son pouvoir émotionnel et expérimental peut résonner des années durant dans l'imaginaire du public.

Au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, le programme artistique et culturel régional de la DDC aide à préserver un espace pour l'expression créative indépendante. En finançant des festivals de théâtre, de jazz et de cinéma, l'art contemporain et l'éducation culturelle, il permet à des artistes locaux de contribuer au développement social de leur pays. En Ouzbékistan, où la politique culturelle vise expressément à favoriser une idéologie conservatrice et nationaliste, cette action est particulièrement importante, et difficile à mener. Tous les théâtres d'État doivent se conformer au programme officiel, tandis que les théâtres amateurs et commerciaux survivent grâce au divertissement populaire. Seul le théâtre Ilkhom à Tashkent est toléré comme un espace indépendant pour la création mais il s'est engagé sur une voie dangereuse. Son fondateur, Mark Weil, a été assassiné en 2007, et le théâtre lui-même a été victime d'incendies et de cambriolages inexplicables. Dépendant du Ministère de la justice et non de celui de la culture, l'Ilkhom jouit d'un statut ambigu. Certains pensent qu'il est utilisé par l'État pour créer une illusion de tolérance, tandis que d'autres y voient un espace vital pour la libre pensée et l'imagination créative. Les œuvres produites par l'Ilkhom ne sont pas manifestement politiques : ce centre d'art travaille à la limite de ce qui est permis. Néanmoins, en protégeant les idées et les formes d'expression alternatives, il aide à préserver l'acceptation de voix différentes et la légitimité de leur expression.

En Ouzbékistan, le théâtre indépendant occupe une place minoritaire mais il nourrit l'imaginaire et l'esprit critique de personnes qui jouent un rôle vital dans la vie intellectuelle et politique d'un pays moderne. La reconnaissance par la DDC est à la fois essentielle et délicate. La visibilité qu'elle offre peut protéger les artistes dans une certaine mesure ou accroître les menaces à leur encontre de la part d'acteurs étatiques et non-étatiques. C'est une frontière difficile à tracer mais la DDC doit faire confiance aux artistes qu'elle soutient pour évaluer ce qui peut être exprimé et comment. Les efforts déployés par certains gouvernements, dont l'Ouzbékistan, pour contrôler ou prévenir le financement étranger des activités artistiques indépendantes témoignent du sérieux qu'ils accordent à ce travail. Ilkhom signifie « inspiration » et c'est exactement ce qu'il insufflé à de jeunes artistes dans un pays où la liberté d'expression est rare et précieuse.

Les projets culturels de la DDC font partie d'une lutte pour les cœurs et les esprits. La DDC vise seulement à préserver le principe de la liberté d'expression pour tous face à ceux et celles qui tentent de contrôler cette liberté, que ce soit pour des motifs d'idéologie, de pouvoir ou de profit. Cette tâche peut sembler difficile voire improductive mais elle constitue un élément important de la campagne en faveur de la tolérance et de la démocratie, à un moment où toutes deux sont de plus en plus menacées.

LA CULTURE COMME VECTEUR DE LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

La démocratie a progressé de manière fulgurante au cours du XX^e siècle, balayant des empires, des monarchies et des dictatures. L'idéal de gouvernement autonome, qui puise son origine dans les droits de l'homme et l'état de droit, est devenu la norme, même si sa mise en œuvre n'a souvent pas tenu ses promesses. À l'aube du nouveau millénaire, le monde comptait un nombre d'États démocratiques jamais atteint jusque-là, une situation perçue comme définitivement acquise par de nombreuses

*Débat après la projection du film « La petite mort » d'Annie Gisler au cinéma Amirani, Tbilissi.
Photo : Gori Photographers Club*



personnes. Vingt ans plus tard, cet optimisme semble déplacé. La démocratie se trouve dans une position désavantageuse, contrainte de défendre ses valeurs plutôt que de les faire progresser à travers le monde.

Le principe de la participation démocratique se situe au cœur du développement en ce qu'il veille à ce que les bénéfices de ce dernier soient réels, durables et répartis de manière égale. Il est principalement encouragé à travers des programmes politiques, légaux et de la société civile, mais l'art et la culture peuvent également le rendre plus efficace à plusieurs égards. Tout d'abord, la culture offre un espace d'expression à des voix alternatives et passées sous silence, comme évoqué dans les réflexions sur la liberté d'expression. L'art touche les gens tant au niveau émotionnel qu'intellectuel. Les images, les idées et les sons produits résonnent encore longtemps en ceux et celles qui en ont fait l'expérience.

Ensuite, les événements artistiques permettent l'émergence d'un discours au sein de la communauté sur les sujets qui comptent. Évoquer les expressions culturelles peut signifier évoquer des idées politiques mais sans donner l'impression de le faire. Si l'art est perçu comme secondaire, il peut passer inaperçu là où des manifestations plus politiques sont interdites.

Enfin, les activités culturelles peuvent soutenir une partie limitée mais importante de la société civile, en ce que les organisations culturelles indépendantes mettent à disposition des personnes les structures et les ressources pour prendre part à la vie démocratique. Elles ont une valeur particulière pour les jeunes gens talentueux et engagés dont les idées et l'énergie influenceront l'avenir de leur société.

Depuis leur accès à l'indépendance dans les années 1990, les anciennes républiques soviétiques

ont connu une impressionnante transformation socio-économique. Certaines ont également été le théâtre de guerres et de luttes territoriales, et les conflits gelés fragilisent particulièrement la démocratie. Dans le Caucase du Sud, la DDC soutient deux organisations qui recourent au cinéma et à la photographie pour encourager le débat public sur des sujets sensibles. Tant la fondation Noosfera, spécialisée dans les films documentaires, que le [Musée de la photographie et du multimédia](#) de Tbilissi mènent des activités transfrontalières en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan, dans les villes périphériques et dans les zones rurales. Les projections de films et les expositions attirent régulièrement une foule importante principalement constituée de jeunes. Dans ces pays, les gens peuvent montrer une certaine prudence à s'exprimer en public mais les discussions organisées à la suite de chaque événement instaurent un climat de confiance. Elles incitent chacun et chacune à prendre part et à adopter des pratiques démocratiques comme l'ouverture d'esprit, l'écoute et la prise de parole. Il est plus facile d'aborder des sujets et des histoires problématiques lorsque le débat se déroule dans le cadre de l'expérience commune d'une œuvre d'art. Lorsque l'œuvre répond à des normes artistiques élevées, elle apporte une gravité qui la distancie d'une argumentation politique étroite. Dans des sociétés plus ouvertes, de tels échanges sont considérés comme acquis. En permettant qu'ils deviennent une expérience quotidienne dans les jeunes démocraties, la DDC cultive la pratique du débat démocratique.

Ce débat n'est pas uniquement local. Le cinéma peut toucher de larges publics en direct et en ligne. En Moldavie, la DDC a soutenu la production de *Plus Minus Unu*, un film de 30 minutes sur la corruption dans les services de santé publique. La qualité du scénario, de la mise en scène et de l'interprétation rend l'histoire captivante et confère une dimension humaine à un

VOIX MIGRANTES : L'ART AU SERVICE DE L'INCLUSION SOCIALE

sujet délicat. Présenter la corruption comme un dilemme moral rencontré par des gens ordinaires permet d'éviter les simplifications des populistes. En octobre 2018, le film a remporté le Prix du jury populaire au RAVAC International Film Festival à Chisinau et suscité une avalanche de discussions positives sur les réseaux sociaux.

À l'instar de la démocratie, un succès comme *Plus Minus Unu* a besoin de racines profondes qui relient tous les pans de la société. Les débats après la projection dans les petites villes forment un aspect de cette écologie culturelle. Le soutien de la DDC à la formation des jeunes artistes – ceux-là mêmes qui peuvent produire les films et les images dont les gens veulent parler – s'inscrit dans la même veine. La DDC finance des programmes de formation destinés aux jeunes réalisateurs et réalisatrices mis sur pied par les festivals *CinéDOC-Tbilisi* en Géorgie et *Didor* au Tadjikistan. En Moldavie, la DDC a soutenu la formation et les commandes par le *National Film Centre* et *AltFilm*, y compris un concours de scénarios traitant des thèmes de l'environnement et des droits de l'homme. Le *Photography Hub for Education and Innovation* pilote un programme de mentorat destiné aux femmes photographes du Caucase du Sud. Un autre projet moldave, le *CineHub* d'*AltFilm*, offre une vitrine en ligne à une nouvelle génération. Autant d'opportunités qui aident à nourrir et à diversifier le vivier de jeunes artistes capables de raconter des histoires qui comptent pour leurs communautés.

Les organisations culturelles de ce genre peuvent jouer un rôle éminemment important pour la société civile. Elles sont souvent le fruit de jeunes gens bien formés, talentueux et engagés, et attirent des membres tout aussi engagés. Comme elles ne sont pas ouvertement politiques, elles abordent des sujets sensibles grâce à l'art. Elles n'en sont pas moins vulnérables si les jeunes activistes dont elles dépendent baissent les bras ou quittent le pays en raison des obstacles qu'ils rencontrent : *CineHub* est à l'arrêt précisément pour cette raison. En ce sens, l'aide fournie par la DDC est vitale car elle renforce les capacités de ces jeunes, qui apprennent à gérer des projets, à lever des fonds, à respecter la loi, à travailler avec des partenaires et à établir des contacts internationaux. Ils professionnalisent leurs prestations et, ce faisant, deviennent des acteurs plus forts au sein de la société civile.

En créant un espace pour le débat public, en soutenant de nouvelles voix et en renforçant les piliers culturels de la société civile, l'engagement de la DDC dans ce domaine favorise les conditions de la participation démocratique. Elle soutient d'autres programmes démocratiques par des actions à bas coût et à faible risque qui s'adressent à des groupes différents, souvent marginalisés. La valeur des programmes culturels réside en premier lieu dans l'aide apportée aux citoyens pour qu'ils développent la confiance et les ressources nécessaires à leur participation, mais également dans l'opportunité qu'ils représentent d'exprimer des choses difficiles et complexes, de partager des sentiments et de développer la compréhension. L'art est la manière dont nous exprimons les choses qu'il nous est difficile de mettre en mots. Il constitue le cœur battant d'une société véritablement démocratique.

La figure du migrant est emblématique de notre temps. Elle est présente dans le monde entier, des frontières du Mexique à l'océan Indien. Elle est ambiguë, symbole à la fois de vulnérabilité et de menace. Elle est politisée, exploitée et simplifiée. Elle est discutée en permanence sous tous ses angles, mais au cœur de la tempête, les personnes concernées sont muettes, sans histoire.

Difficile, dans ce contexte, de se forger une image précise de la migration ou de la manière de répondre au mieux aux défis qu'elle pose. Les migrants quittent leur foyer en quête de sécurité, de protection ou de travail, jamais de gaieté de cœur. Ils traversent frontières et océans mais se déplacent également à l'intérieur de leur propre pays. Même si elle est largement perçue comme un problème du monde occidental, c'est sur les pays les plus pauvres que la migration pèse le plus lourdement. Les réfugiés syriens se trouvent pour l'essentiel au Liban, en Jordanie et

« Art for Inclusion », projet du CISP en Somalie. Photo : CISP



en Turquie, et non en Europe : rien qu'en Syrie, on recense 6,1 millions de personnes déplacées.⁴ De même, plus de 80% des mouvements migratoires en Afrique s'opèrent sur le continent même, où cinq pays accueillent à eux seuls 21% de tous les réfugiés du monde.⁵ On dénombre un plus grand nombre de personnes déplacées à cause des catastrophes naturelles que des conflits, bien que leur sort soit souvent moins médiatisé. Cela étant, indépendamment des motifs qui les ont poussées à partir et du lieu où elles ont trouvé refuge, leur présence pèse sur l'inclusion sociale.

Si les statistiques sont importantes, elles renforcent néanmoins la tendance à considérer la migration comme un phénomène de masse, noyant les individus dans un océan d'altérité indifférenciée. Ce faisant, elles gomment l'humanité des personnes concernées. Qui peut ressentir de l'empathie envers une foule ? Or la migration se vit à l'échelle humaine : ce sont autant de décisions individuelles de partir, qui ont un impact sur la vie d'autrui, y compris sur ceux qu'on laisse derrière soi. Dans les communautés qui les recueillent, l'accueil dépend également des perceptions, d'une culture et de valeurs propres à chacun. L'intégration et la cohésion sociale sont liées aux conditions de vie locales et à la manière dont des personnes différentes peuvent s'accepter les unes et les autres comme membres d'une communauté.

L'art peut jouer un rôle important en la matière. Il peut aider les réfugiés à se remettre des traumatismes qu'ils ont vécus et à reprendre confiance au moyen de pratiques culturelles familières, qui ont un effet sécurisant. Il peut aider les migrants à retrouver leur dignité par le récit de leur histoire. De même, il peut créer des espaces d'accueil à même de favoriser les rencontres entre personnes de cultures différentes. En Europe, qui compte des infrastructures et des ressources culturelles, ce type de travail

prend de l'ampleur. Les théâtres et les musées commencent à apprendre comment impliquer les nouveaux arrivants dans le travail créatif. Le Théâtre national finlandais à Helsinki figure parmi les institutions qui ont produit des pièces avec et sur des réfugiés. *L'atelier des Artistes en Exil* à Paris et *Counterpoint Arts* à Londres aident les artistes migrants à s'établir dans leur nouveau pays. *Fada Theatre*, aux Pays-Bas, a été fondé par des requérants d'asile syriens qui désiraient ainsi entrer en contact avec le public néerlandais.

La DDC soutient des projets qui visent à obtenir des résultats similaires dans d'autres régions du monde. La guerre civile en Somalie a engendré plus de deux millions de personnes déplacées dans ce pays situé au nord-est du continent africain. Près de 400'000 e sont retrouvées à Mogadiscio, où elles sont souvent considérées comme des étrangers, des gens de cultures et de clans différents qui perturbent la vie locale. Expulsées du centre-ville, nombre d'entre elles se sont installées en périphérie, où elles se retrouvent marginalisées tant sur le plan social que géographique, dans leur propre capitale. La DDC aide une organisation internationale, le *CISP*, à tisser des liens entre les résidents et les nouveaux arrivants, dans un contexte d'attaques terroristes. Le dernier projet en date, « *Art for Inclusion* », a utilisé la photographie participative pour rassembler ces communautés. Durant plusieurs semaines, dix personnes déplacées ont exploré l'inclusion et l'exclusion dans l'espace public à travers des ateliers en recourant à la méthode PhotoVoice. Trente images ont été retenues pour une exposition mise sur pied en décembre 2018 dans le plus grand parc de Mogadiscio, le Jardin de la paix, durant trois semaines. Elles étaient accompagnées de textes en somali et en anglais qui évoquaient les sentiments des personnes sur la notion d'appartenance. Plus d'un millier de personnes ont visité l'exposition, et bien plus encore ont découvert ces images à

travers les réseaux sociaux. Le matériel créé sera utilisé dans le cadre du programme éducatif du *CISP*, de sorte que la jeune génération grandisse avec une meilleure compréhension de leur ville et de tous ses habitants.

Beaucoup de gens viennent au jardin. Ici, ils voient bien d'autres personnes, se rencontrent et apprennent à se connaître. Ils s'assoient ensemble et discutent. Pour moi, l'inclusion sociale, c'est ça.

Mustaf, de Las Anod au Somaliland

La Malaisie attire des travailleurs des pays voisins plus pauvres mais ceux-ci sont souvent victimes d'exploitation et sont confrontés à l'insécurité. Le photographe bangladais Shahidul Alam a passé une année à rencontrer ses compatriotes hommes et femmes, écoutant leur histoire et documentant leur vie en réalisant des portraits. Son travail a débouché sur *The Best Years of My Life*, une exposition et un livre soutenus par la DDC, qui racontent les choix douloureux et les difficultés mais également le courage, la résilience et l'accomplissement. Présenté lors du *Forum mondial sur la migration et le développement* à Dacca en 2016 et à Berlin en 2017, il donne à ceux qui sont les plus affectés par la migration une voix au sein de ces forums où ils sont l'enjeu de débats politiques. Le photographe transforme des statistiques en personnes qui luttent pour offrir un avenir meilleur à leurs parents ou à leurs enfants. Des questions politiques sont soulevées mais elles obtiennent un caractère concret grâce aux expériences vécues. Et surtout, les images directes et sans complaisance de Shahidul Alam créent un lien émotionnel entre le sujet photographié et le spectateur, ouvrant la voie à l'empathie et à la compréhension. Cet art permet de révéler comment les travailleurs migrants contribuent réellement au développement de la Malaisie et du Bangladesh.

De manière significative, il s'agit d'un projet partagé. Les personnes photographiées ont reçu un exemplaire du livre, et ont organisé une campagne de financement participatif pour le traduire et le publier en bengali. Résultat : la nouvelle édition sera imprimée selon des standards plus élevés que la version originale. Les images continuent d'être exposées localement, et Shahidul Alam prévoit de publier son travail sous forme de journal, à un prix abordable pour tout un chacun.

Les projets artistiques de ce genre permettent à des personnes appartenant à différents groupes de trouver un dénominateur commun dans des expériences souvent considérées – ou présentées – comme semant la discorde. Ils créent une atmosphère constructive de réflexion sur soi et favorisent la confiance réciproque. Les expositions et les spectacles produisent des souvenirs communs du temps passé avec d'autres dans l'espace public.

La création artistique permet aux migrants d'obtenir la reconnaissance de leurs talents comme de leurs besoins, et crée des opportunités évidentes d'intégration. Lorsqu'une personne raconte sa propre histoire, elle récupère la dignité qu'elle se voyait refuser par la figure creuse du migrant. Elle devient un individu dans toute son intégrité complexe et commence à prendre sa place parmi ses voisins, au sein de la société.



Spectacle présenté lors du Festival artistique Ubumuntu en 2019. Photo : Ubumuntu Arts Festival

L'art peut-il vraiment jouer un rôle dans la promotion de la paix ? Pour nombre de personnes actives dans la reconstruction post-conflit, une telle idée peut sembler absurde. Un cessez-le-feu crée des besoins urgents tels qu'un abri, des soins de santé, le désarmement ou la justice. De toute évidence, les questions culturelles doivent attendre que ces besoins aient été satisfaits.

C'est oublier que la culture existait avant le conflit. Dans les faits, les différences de

croyance, de langue et de valeurs peuvent être utilisées comme une justification manifeste de la guerre, tandis que rien ne protège les ressources culturelles contre une exploitation à des fins de propagande. Dans le même temps, la culture est souvent prise pour cible par l'ennemi. Le bombardement de la Bibliothèque nationale durant le siège de Sarajevo et la destruction de Palmyre par le groupe État islamique furent autant de déclarations destinées au monde et d'attaques visant à saper le moral. Peut-être que l'Histoire est écrite par les vainqueurs mais tant que la guerre continue, toutes les parties luttent pour dominer son cours. L'art est un des moyens qu'elles utilisent.

La culture subsiste après le conflit, marquée par les souffrances endurées qui viennent ajouter de nouvelles strates de sens. Parfois, elle est ce qui reste aux gens pour raconter qui ils sont. C'est l'une des principales ressources dont ils disposent pour donner un sens à ce qu'ils ont vécu, et la manière dont ils le font façonnera la nature et la pérennité de la paix qui s'ensuit.

De tout temps, les artistes ont été présents dans les conflits, pas seulement dans des rôles admirables mais simplement parce qu'ils font partie de chaque groupe et de chaque nation. Ce qui est nouveau, du point de vue de l'Histoire, c'est la participation directe des artistes à des projets de guérison et de reconstruction. Certains sont formés à l'utilisation du théâtre, de la musique ou des arts visuels participatifs dans des situations post-conflit, tandis que d'autres se spécialisent dans le rétablissement post-traumatique par des processus artistiques. Ce n'est pas uniquement le cas après une guerre : par exemple, des artistes ont travaillé avec des communautés au Sri Lanka après le tsunami et dans le sud de l'Australie après les feux de forêts. La participation d'artistes et d'organisations créatives dans le travail de reconstruction a pris une ampleur sans précédent ces trois dernières décennies.

Très mobiles, ils se rendent souvent là où des programmes à plus grande échelle n'interviendront pas.

In Place of War (IPOW) est un réseau regroupant 84 activistes créatifs dans 24 pays qui s'emploient à proposer aux jeunes des alternatives au conflit. Ils aident les artistes locaux à aménager et à gérer des espaces où ces derniers peuvent s'adonner à la musique et à l'art, développant ainsi des compétences et un potentiel commercial à travers la formation et le mentorat. À Soweto, IPOW soutient *Trackside Studios* par des dons d'équipement et des formations. Les installations sont utilisées par une centaine de jeunes musiciens, DJ et artistes dans un esprit indépendant et durable. En appartenant à un réseau international, ils obtiennent une assistance, gagnent en visibilité et accèdent aux marchés. Si nombre d'entre eux rêvent de faire une carrière professionnelle, la véritable valeur de *Place of War* réside dans sa capacité à offrir à ces jeunes un lieu sûr où ils peuvent se développer loin du conflit.

Au Rwanda, la DDC a soutenu deux projets recourant à la culture durant le processus de reconstruction au cours des années qui ont suivi le génocide de 1994. Le Centre Iriba pour le patrimoine multimédia recueille des documents audiovisuels sur le passé du Rwanda, y compris l'héritage du colonialisme. Il ambitionne de rendre ces archives accessibles à tous, pour qu'elles servent à la réflexion et au dialogue et, ce faisant, aident les citoyens à se réapproprier un certain discours public. Son travail commence par la sauvegarde des témoignages oraux dans un pays où l'alphabétisation, même si elle progresse, reste problématique, et où le traitement négligent ou l'utilisation abusive de telles archives constitue une réelle menace : les technologies numériques ont fait de la manipulation de preuves un jeu d'enfant. Le centre Iriba a pour objectif second d'utiliser ses ressources

6 L'ART ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DES JEUNES

multimédia pour favoriser le dialogue entre les groupes sociaux et les générations, en créant de nouveaux films, expositions et spectacles. Il est indépendant et ne reçoit aucune subvention étatique. Sans les donateurs internationaux, dont fait partie la DDC, sa mission unique en son genre dans le domaine de la reconstruction sociale serait vouée à disparaître.

Toujours au Rwanda, le Festival artistique *Ubumuntu* utilise les arts du spectacle contemporain, la littérature et l'expression orale pour promouvoir une humanité partagée entre les peuples. Fondé en 2015, il se déroule sur trois jours dans l'amphithéâtre du Mémorial du génocide de Kigali, après la période de 100 jours de commémoration du génocide qui a lieu chaque année. Dans ce contexte délicat, le festival aborde de manière directe l'héritage de la nation à travers des productions comme *Africa's Hope*, qui se fonde sur les témoignages de jeunes survivants. Il accueille également des artistes internationaux qui traitent de sujets similaires, en provenance d'Irak, d'Afrique du Sud et du Nigeria. Hope Azeda, le fondateur du festival, explique pourquoi l'art est si important dans le processus de guérison et de réconciliation :

La beauté de l'art réside dans sa capacité à aborder l'innommable. L'art permet de revisiter à un niveau émotionnel des scénarios traumatiques et des moments d'horreur qui ont marqué l'histoire de l'humanité comme peu d'autres méthodes peuvent le faire. [...] Avant toute chose, nous encourageons les communautés à lutter contre la haine, le dogmatisme et les idées toxiques, autant de comportements qui précèdent la violence meurtrière. Aujourd'hui, notre mission se concrétise peu à peu.

Hope Azeda, *TIME*, 24 octobre 2018.

En 1994, le PNUD a publié un *rapport historique* qui énonce qu'il est tout aussi important, pour la sécurité humaine, de se prémunir contre le besoin que de se libérer de la peur. Cette vision plus large de la paix, qui intègre les moyens de subsistance, l'alimentation, l'environnement, le bien-être personnel, la communauté et la sécurité politique, est devenue un pilier essentiel – bien que contesté – du développement. Son ambition illustre aussi les progrès que le monde doit encore accomplir pour parvenir non seulement à rétablir la paix en mettant un terme à la guerre mais également à instaurer une paix « positive » qui favorise le développement humain.

La reconnaissance du rôle joué par les citoyens dans l'instauration et la promotion de la paix forme la pierre angulaire de cette conception de la sécurité humaine. Le conflit peut prendre fin – comme il peut débiter – grâce à l'action de l'État mais la pérennité de la paix repose entre les mains de la société civile. Des petits projets menés dans des camps de réfugiés aux mémoriaux et festivals internationaux, l'art peut jouer un rôle fondamental dans le processus de guérison et de reconstruction. L'expérience de la DDC au Rwanda et ailleurs dans le monde témoigne de son potentiel en matière de sécurité humaine.

Les États parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

Article 31.1 de la *Convention relative aux droits de l'enfant*

D'une manière générale, l'espérance de vie s'est allongée et bien des pays comptent une population vieillissante. Ce n'est toutefois pas le cas dans les pays du Sud, où les jeunes sont encore largement plus nombreux que les aînés. À peine 26 % des Européens ont moins de 26 ans, alors que cette tranche d'âge représente 47 % de la population en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 60 % en Afrique.⁶ Ces jeunes dessineront l'avenir de leur pays mais seulement s'ils peuvent atteindre l'âge adulte en toute sécurité

Projet de lecture en temps de crise réalisé par la fondation Libros para Niños, avec le soutien de la coopération suisse en Amérique centrale. Photo : Fundación Libros Para Niños



et s'ils ont accès à l'éducation, à la formation et à un travail rémunéré.

Les donateurs internationaux ont un rôle crucial à jouer, tant au niveau des services destinés aux jeunes que de l'amélioration de la condition des femmes dont ces jeunes dépendent pour la plupart. Ils accordent naturellement la priorité à la santé, à l'éducation et à la protection mais, comme la Convention relative aux droits de l'enfant le reconnaît, les activités créatrices sont essentielles à son développement. L'accès à l'art et à la culture offre aux jeunes un terrain de jeu et de développement particulièrement stimulant mais sûr. L'art leur permet d'aborder le monde de différentes manières, de plus en plus élaborées.

- › Ils **découvrent** leurs sentiments et leurs idées, en particulier les aspects obscurs et incompréhensibles de leur expérience de vie, et ils observent comment d'autres abordent le monde à travers les histoires, les jeux, les images, la musique et les spectacles.
- › Ils **intègrent** leur expérience par des activités artistiques, en déconstruisant ce qu'ils ont vécu avant de le réélaborer de manière créative à une échelle qu'ils peuvent maîtriser, et en laissant des traces de leur voyage imaginaire pour la personne qu'ils deviendront.
- › Ils **apprennent à connaître** ce qu'ils aiment, ce en quoi ils croient, ce à quoi ils aspirent et ce qui compte pour eux grâce à un art qui véhicule des sentiments et des idées, ainsi que des positions morales, philosophiques voire politiques par rapport auxquelles ils peuvent déterminer qui ils sont – et qui sont les autres – ou qui ils veulent devenir ;
- › Ils **organisent** leur vaste expérience d'enfant pour accepter leur propre imagination et son rapport à la réalité.

› Ils **partagent** leur construction progressive du sens avec d'autres, testant leurs propres perceptions et positions, influençant leur entourage et découvrant davantage sur la place qu'ils occupent dans le monde.⁷

Toutes ces expériences interviennent au contact des jeunes avec l'art. Elles se déroulent sans difficulté et de manière joyeuse, dans des contextes qui responsabilisent et donnent voix à celles et ceux pour lesquels les adultes manquent souvent de considération. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi les jeunes se montrent souvent si passionnés et engagés quand il est question de travail créatif. À un âge où on leur *enseigne* souvent des connaissances, l'art leur permet d'apprendre par eux-mêmes. Il leur confère un certain pouvoir dans un monde déroutant.

Voilà pourquoi les programmes de la DDC qui soutiennent l'engagement artistique des jeunes sont si importants. ¡Libros para Niños! est une petite ONG du Nicaragua qui envisage la lecture comme un acte créatif. En mettant en place des coins de lecture, des festivals éphémères, des bibliothèques itinérantes et par d'autres moyens innovants, elle permet aux enfants des quartiers les plus défavorisés d'accéder à la littérature de fiction et aux outils pour explorer ce qu'elle propose. Les chiffres sont impressionnants : en 2015, ¡Libros para Niños! a travaillé avec 44 000 enfants dans 42 espaces de lecture, prêtant des dizaines de milliers de livres.

Son objectif va au-delà de l'alphabétisation : il s'agit d'aider les enfants qui vivent dans des conditions dangereuses à apprendre à se détendre, à rêver et à explorer leurs sentiments en toute sécurité et intimité. À l'heure où la violence politique fait rage au Nicaragua et provoque des morts et des blessés par centaines, les enfants en sont les témoins oubliés. Nombre d'entre eux vivent aujourd'hui dans des familles éclatées, les pères et les frères ayant pris le chemin de l'exil. Avec l'aide de la DDC, ¡Libros para Niños! a mis sur pied une série de festivals de lecture thérapeutique dans 18 quartiers les plus touchés par la violence sociale depuis 2018. Ce faisant, l'ONG donne à des enfants de tout âge l'espace vital dont ils ont besoin pour digérer les expériences traumatisantes vécues et pour découvrir par l'imaginaire des conceptions alternatives de la vie.

Ce que vous faites est très précieux. Les enfants ont besoin de ces espaces pour se changer les idées, pour oublier leur tristesse. Je sais que ma fille ira de l'avant et son sourire est ma plus grande joie.

Ce projet au Nicaragua sort de l'ordinaire en raison du jeune âge de nombre de ses bénéficiaires. La DDC finance plus fréquemment des projets destinés à des adolescents et à des jeunes adultes. Ainsi, en Bolivie, elle a soutenu des projets dans les domaines du cinéma, du théâtre et des arts visuels qui abordent la sexualité, la traite des êtres humains, les droits des peuples autochtones et de la protection de l'environnement. Ces programmes suscitent une participation enthousiaste car ils offrent aux jeunes un espace où ils peuvent laisser libre cours à leur créativité et où leurs idées sont prises au sérieux. Ils forment également un terrain certes informel mais propice à l'acquisition de toute une série de compétences transférables, du travail en équipe et de la planification à la production et au marketing. À une époque où on passe rapidement d'un emploi à l'autre, il est particulièrement important pour les jeunes d'acquérir des compétences flexibles et créatives utiles pour affronter le monde de demain.

La culture a grandement gagné en importance sur le plan social, éducatif et économique au cours des dernières décennies. L'art et la culture donnent aux jeunes des pays en développement des moyens de participer à cette croissance et d'en récolter les fruits. Ils constituent une ressource vitale sur leur chemin vers l'âge adulte, en les aidant à apprendre qui ils sont et ce qu'ils aspirent à devenir. Que ce soit en lisant les histoires d'autres personnes ou en créant leur propre histoire, ils apprennent à découvrir leurs capacités et leurs désirs. En soutenant les projets artistiques destinés à la jeunesse, la DDC contribue à protéger les espaces au sein desquels les enfants peuvent être des enfants et à aider des adolescents ainsi que des jeunes adultes à participer à la vie de leur communauté en utilisant les ressources créatives dont ils disposent. Il s'agit là d'un investissement capital – bien que trop rare – dans l'avenir des jeunes.

LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET L'URBANISATION



Projet «The Sea is Ours» à Az-Zawayda dans la bande de Gaza. Photo : Ziad Dahlan, AMQFIDDC

Le développement durable dépend de plus en plus de la bonne gestion de la croissance urbaine, en particulier dans les pays à faibles et moyens revenus, qui devraient connaître l'urbanisation la plus rapide entre aujourd'hui et 2050.

Nations Unies, 2019⁸

L'avenir de l'humanité sera urbain. En 1950, 30 % de la population mondiale vivait en ville. En 2018, ce taux était de 55 % et il devrait atteindre 68 % d'ici à 2050. L'Histoire nous enseigne que ce développement est globalement positif, en ce sens que les villes contribuent généralement à améliorer la prospérité et les conditions de vie. Par rapport aux popula-

tions rurales, les citoyens bénéficient généralement d'une éducation, d'emplois, de logements et de services de meilleure qualité, même s'ils sont confrontés à de fortes inégalités. Près d'un milliard d'entre eux vivent dans des bidonvilles, en particulier dans certaines régions d'Asie et d'Afrique, malgré les réels progrès accomplis ces quinze dernières années pour réduire l'insécurité qui les caractérise.

C'est dans les pays du Sud – où se situent 27 des 33 mégapoles du monde – que l'urbanisation progresse le plus vite. Ces très grandes agglomérations urbaines de plus de 10 millions d'habitants sont importantes mais atypiques. Plus de la moitié des citoyens (26,5 % de la population mondiale) vivent dans des villes de moins de 500 000 habitants.⁹ Ces villes font face à des défis techniques similaires à ceux rencontrés par les cités européennes durant la révolution industrielle, à savoir mettre en place les systèmes nécessaires en matière d'assainissement, d'énergie et de transport pour qu'un grand nombre de personnes puissent cohabiter sur un espace réduit. Dans le même temps, les réseaux sociaux, politiques et administratifs qui s'y développent permettent aux gens de coopérer et de bien vivre ensemble.

La méthode du développement communautaire a constitué un outil essentiel durant la période de reconstruction et de décolonisation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. En 1953, un an après que le parti du Congrès indien l'a adopté comme politique officielle, les Nations Unies définissaient le développement communautaire comme suit :

Mouvement qui vise à encourager de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la communauté avec la participation active et, si possible, à l'initiative de la communauté.¹⁰

Les points de vue sur le développement communautaire ont grandement varié dans les décennies qui ont suivi, en particulier lorsque son potentiel d'exploitation et de manipulation est devenu plus évident, mais il demeure une méthode puissante, même s'il n'est pas toujours nommé. Dans le meilleur des cas, il utilise le savoir existant des gens pour cultiver l'apprentissage par l'expérience, les capacités d'organisation et le capital social, les aidant ainsi à mieux maîtriser leur propre condition. Sa force réside en partie dans sa polyvalence, qui a permis son application à l'agriculture, à la promotion de la santé, aux économies locales et à la culture. Les programmes artistiques et culturels de la DDC soutiennent habituellement le développement communautaire pour promouvoir des objectifs sociaux, y compris en relevant les défis posés par l'urbanisation.

Dans le Territoire palestinien occupé (Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est), la DDC a soutenu un programme artistique de grande valeur qui a incité les résidents locaux à résoudre certains des problèmes urbains auxquels ils étaient confrontés. Dans le cadre d'un partenariat avec l'A.M. Qattan Foundation, la DDC a aidé 30 projets dans 15 villes palestiniennes depuis 2016. Qu'ils débutent sous forme de commandes à des artistes ou qu'ils soient initiés par des organisations communautaires, ils abordent tous des problèmes concrets tels que les logements inadaptés, l'évacuation des eaux, l'assainissement ou le renouvellement urbain.

À Qatanna, une ville de 7500 habitants de Cisjordanie, deux artistes ont travaillé avec des jeunes locaux pour répertorier les principaux problèmes et les présenter au conseil municipal. Pendant que les autorités étudiaient la question, ils ont organisé les travaux de réparation et de rénovation, planté des fleurs et installé des bancs. Des graffitis politiques peints sur une grande mosquée ont été recouverts de motifs

8 LE DÉVELOPPEMENT ET LES INDUSTRIES CRÉATIVES

de broderie, avec du matériel offert par des entreprises locales. La municipalité a nettoyé la vieille ville, qui était utilisée comme décharge illégale, et a mis sur pied un système de collecte des déchets. Au total, 300 habitants ont pris part aux travaux et les jeunes ont créé deux organisations afin de poursuivre les améliorations sociales et urbaines.

En 2019, un groupe d'artistes a mené une campagne environnementale à Az-Zawayda, une ville de la bande de Gaza, pour que ses habitants renouent avec leur plage. Dans le cadre du projet « The Sea is Ours », ils ont travaillé avec des habitants pour nettoyer la plage et construire une estrade avec des sièges et des zones ombragées, le tout à partir de matériaux recyclés. Ils ont rendu la plage sûre et attrayante pour les familles, proposant un programme de théâtre, de comédie, de musique et de conte, ainsi que des jeux pour les enfants. La communauté s'est réapproprié l'usage de sa principale richesse naturelle, et la plage nouvellement nettoyée a attiré des visiteurs de toute la bande de Gaza.

Des artistes de Tulkarem ont collaboré avec des habitants de la localité voisine de Deir al-Ghusun afin de préserver les vieilles bâtisses menacées de démolition. L'une d'entre elles, qui abritait anciennement une presse à huile, a été restaurée comme attraction touristique, tandis que d'autres accueillent désormais des activités sociales et culturelles. Cette reconnaissance du patrimoine local a suscité un regain d'intérêt pour l'agriculture traditionnelle et l'environnement naturel. Six maisons à l'abandon situées dans une zone reculée ont été transformées en musée de la faune sauvage, au milieu d'un paysage nettoyé et restauré où des panneaux d'information, des bancs et des œuvres d'art ont été aménagés.

Ces projets présentent les avantages évidents de proposer des infrastructures et des espaces publics de meilleure qualité mais les résultats du développement communautaire sont tout aussi importants : les projets ont accordé une place centrale aux femmes, remettant ainsi en question des traditions sociales patriarcales. Ils ont entraîné la création de nouvelles ONG et ont incité des municipalités éloignées à nouer des partenariats avec elles. Ils ont permis aux gens de prendre confiance en leurs droits et en leurs capacités à concevoir leurs lieux de vie. Comme l'a dit un habitant : « *Si nous faisons quelque chose ensemble, nous sentons que nous sommes toujours en vie.* »

La vitesse et l'ampleur de l'urbanisation peuvent paraître accablantes, à l'image d'une force de la nature, et ce phénomène crée des besoins considérables. Les projets culturels, dont ceux que la DDC soutient en Palestine, montrent que les villes possèdent un certain nombre d'atouts, dont le moindre n'est pas la créativité de leurs citoyens. L'art peut être un puissant vecteur de développement communautaire en ce qu'il canalise les talents et l'engagement des citoyens au profit de leur avenir commun.

La notion d'industries créatives a été inventée dans les années 1990 pour désigner les secteurs économiques qui se définissent principalement par la créativité : la publicité, l'architecture, les arts visuels, l'artisanat, le design, la mode, le cinéma, la musique, les arts du spectacle, l'édi-

tion, la radio et la télévision, la création logicielle, les jouets et les jeux. Une telle liste ne manque pas de soulever des problèmes flagrants. Par exemple, est-ce qu'un secteur comme l'artisanat compte beaucoup de dénominateurs communs avec l'industrie cinématographique ? Existe-t-il un lien quelconque entre les valeurs des écrivains et celles des rédacteurs publicitaires ? Au lieu de résoudre de telles questions litigieuses, la

Projet de création d'une unité de production textile et d'habillement semi-industrielle à Koudougou, réalisé par Grand Surface Distribution, qui a bénéficié du soutien du Fonds de développement culturel et touristique du Burkina Faso, partenaire de la DDC pour la promotion du secteur culturel dans ce pays. Photo : Fonds de développement culturel et touristique du Burkina Faso



notion alternative d'industries culturelles ajoute encore à la confusion pour les personnes extérieures au milieu, qui se demandent ce qui les distingue.

Sans compter que ce secteur connaît une transformation rapide. La distinction économique habituellement opérée entre les biens et les services n'a plus lieu d'être quand des informations d'actualité ou de la musique sont vendues sous forme d'abonnement et non plus en tant que produits physiques. L'intelligence artificielle redéfinit les concepts établis d'auteur, affaiblissant encore davantage la position des artistes sur un marché dominé par des entreprises géantes. Il n'est pas étonnant que nombre de décideurs abordent ce domaine avec prudence.

Cela étant, s'il règne un flou certain sur la nature des industries créatives, ce n'est pas le cas de leur valeur économique ou de leur pouvoir perturbateur. En 2002, le marché mondial des biens créatifs pesait 208 milliards de dollars. En 2015, il avait progressé à 509 milliards de dollars, malgré la crise financière de 2008.¹¹ En Europe, les industries créatives ont affiché une croissance annuelle moyenne de 5,5 %, soit le double de l'économie dans son ensemble. En Chine, durant la même période, elles ont quintuplé. Ce secteur est en pleine expansion dans les économies en développement, peut-être contre toute attente. La Suisse est le sixième plus important pays exportateur de biens créatifs au monde, si bien que sa politique en matière de coopération internationale accorde tout naturellement un rôle important à la créativité. Bien que les économies avancées aient dominé le terrain jusqu'à présent, il est des raisons impérieuses pour lesquelles aucun pays en développement ne pourra se permettre de négliger ses industries créatives et culturelles à l'avenir.

Parmi les raisons négatives, on peut citer la forte exposition des pays en développement au pouvoir global des industries créatives. À un niveau élémentaire, la plupart des pays pauvres sont des importateurs nets de biens et de services créatifs. Sachant que ces secteurs ont une valeur à la fois commerciale et culturelle, les pays importateurs se retrouvent dans une situation où ils se conforment à d'autres normes à bien des égards. La culture peut exercer un immense pouvoir de persuasion et jamais aussi bien que quand elle est achetée sans contrainte. L'influence normative de la télévision peut façonner l'imagination et les aspirations de toute une génération.

Les pays en développement peuvent également être affectés d'autres manières. La « mode éphémère » s'est développée grâce à une main-d'œuvre très bon marché et à l'exploitation des ressources et la production de déchets non durables. Le plaisir est ressenti à Genève ou à Berlin ; son coût est payé à Dacca ou à Hanoï. La propriété intellectuelle des artistes est plus difficile à protéger dans des États faibles ou corrompus, ce qui se traduit par le piratage à large échelle des produits numériques tels que la musique ou le cinéma. Le dernier domaine en date où ces inégalités de pouvoir se manifestent est l'intelligence artificielle, dont les algorithmes perpétuent les biais des développeurs qui vivent dans les pays riches au détriment d'autres points de vue, positions et valeurs. De fait, les pays en développement qui ne construisent pas leurs industries créatives risquent de se retrouver bloqués dans une position permanente de subordination.

Heureusement toutefois, la créativité est une ressource universellement disponible. Une île des Caraïbes peut devenir un acteur majeur dans le domaine de la musique, comme ce fut le cas de la Jamaïque avec le reggae. La spécificité culturelle des artistes leur confère un atout de poids, peu importe où ils vivent : l'authenticité est une ressource puissante dans un monde globalisé. Au Népal, la DDC a soutenu la formation à la production artistique d'une nouvelle génération de jeunes femmes maïthili par le Janakpur Women's Development Centre, qui développe de nouvelles idées de produits contemporains. Sur les 19 femmes qui ont suivi la formation, dix sont maintenant employées par le centre, où elles gagnent entre 8000 et 10 000 roupies népalaises par mois. De telles initiatives se déploient à petite échelle mais permettent d'accroître l'autonomie des personnes concernées, tout en renforçant l'économie créative locale. Bien qu'elle soit encore limitée, la croissance du commerce en ligne dans les pays en développement a le potentiel de permettre aux artistes, où qu'ils soient, d'atteindre de nouveaux acheteurs, en particulier parmi les consommateurs occidentaux à la recherche d'alternatives aux grands groupes qui dominent aujourd'hui les industries créatives.

Ce potentiel est de plus en plus reconnu par les gouvernements des pays du Sud. Au Rwanda, un projet de recensement des industries créatives cofinancé par la DDC a identifié 10 311 artistes et organisations artistiques – pour la plupart des jeunes travaillant comme indépendants –, les arts du spectacle constituant le secteur le mieux représenté. Sans formation ni soutien, ils peinent à élaborer des carrières à long terme, de sorte que le projet recommande des changements radicaux dans l'approche du pays en matière de politique, de gestion et de formation culturelles, dans l'idée de transformer les perspectives d'avenir des jeunes créatifs et des communautés dans lesquels ils vivent.

En 2019, le Burkina Faso a adopté une stratégie nationale pour développer les industries créatives dynamiques et compétitives qui favorisent la prospérité et créent des emplois, et qui promeuvent la culture burkinabé. Pour ce faire, il faut renforcer la gouvernance, encourager la capacité productive des entrepreneurs culturels, de même qu'améliorer le marketing et l'accès au financement. La Suisse a été un partenaire clé de ce projet durant plus de dix ans, accordant la priorité au renforcement des capacités et à la production dans les secteurs du théâtre et du cinéma. Durant la dernière phase du projet, 1823 artistes ont reçu une formation et 125 nouvelles œuvres ont été produites, atteignant une audience cumulée de six millions de personnes, dont bon nombre en zone rurale. Grâce à ses partenaires locaux, la DDC permet aux artistes de développer des compétences professionnelles en matière de promotion, d'accès aux marchés, de réseaux et d'infrastructure non matérielle, laquelle favorise le développement des industries créatives dans les pays plus riches. Son soutien est essentiel car il intervient sur la durée, de manière stratégique, et se base sur une expertise approfondie.

Les acteurs culturels de ces deux nations africaines accordent la priorité à la protection du patrimoine culturel et de sa spécificité, une préoccupation qui témoigne de la vulnérabilité face à la mondialisation des flux culturels. Ils appréhendent le travail et la valeur des industries créatives au sens large, en se préoccupant non seulement des emplois et de la création de valeur mais également de l'éducation, de la cohésion sociale, de la bonne gouvernance et du développement communautaire. Cette vision mature des industries créatives reconnaît leur valeur économique, sociale et culturelle dans le processus de développement.



Spectacle de théâtre proposé aux élèves dans le cadre d'une campagne en faveur de l'autonomisation des adolescentes.
Photo : National Museum of Tanzania

La culture est intrinsèque à l'éducation. Grâce aux formes et processus culturels, les jeunes apprennent à se connaître eux-mêmes, à connaître le monde et les valeurs de leur communauté. La culture façonne notre identité et notre vision du monde, même si – ou parce que – elle passe inaperçue et n'est pas remise en question. À l'inverse, l'art veut être remarqué et pose souvent des questions, y compris sur les valeurs et l'identité culturelles. Il cherche à entrer en communication et à influencer, et parce qu'il est cri-

tique et qu'il touche aux sentiments comme aux idées, il peut constituer un moyen d'apprentissage et de développement personnel.

L'art a été largement utilisé comme une ressource éducative dans des domaines aussi divers que l'agriculture, les droits des femmes et la santé. Les formes sociales comme le théâtre et la musique peuvent susciter des questions et créer un espace de dialogue sur les réponses possibles. Les médias de masse peuvent diffu-

ser ces formes artistiques auprès de millions de personnes, ce qui en fait un élément apprécié de la vie quotidienne. Le plus vieux feuilleton radiophonique au monde, *The Archers*, diffusé par la BBC depuis 1951, servait initialement à informer sur les techniques agricoles modernes. Il a inspiré nombre d'émissions du même genre qui poursuivent leurs propres buts éducatifs. En Afghanistan, la BBC diffuse *New Home, New Life* depuis 1993, avec le soutien financier de la Suisse notamment. Ce sont les histoires qui font le succès populaire de cette série radiophonique mais les informations qu'elle met en scène ont également permis de réduire le nombre de blessures dues aux mines terrestres subies par les auditeurs.¹²

En Afrique subsaharienne, elle a obtenu des résultats tout aussi positifs en harmonisant ses objectifs culturels et de développement. En 2018, la DDC a financé cinq projets artistiques en Tanzanie sur la grossesse des adolescentes, laquelle peut affecter la santé des jeunes mères, interrompre leur formation et provoquer une stigmatisation sociale. Les projets intégraient la musique, les arts visuels, le théâtre, les spectacles de marionnettes, les bandes dessinées et les pièces radiophoniques. Ces formes accessibles et populaires ont incité les jeunes à se lancer dans la création artistique, qu'ils ont pu partager grâce à une [radio communautaire](#), à la télévision et aux plateformes web comme [YouTube](#). Ils ont innové en utilisant les réseaux sociaux de manière innovante, produisant de petites vidéos amusantes qu'ils ont partagé sur WhatsApp et Instagram. L'audience cumulée de ces créations est estimée entre trois et cinq millions de personnes.

Cette démarche fut efficace en termes de sensibilisation mais ce sont surtout les discussions autour des œuvres d'art menées par les jeunes dans les écoles et dans les espaces communautaires qui favorisent un apprentissage à même de changer les attitudes et les comportements. En collaborant avec le Ministère de la santé et d'autres acteurs étatiques et en favorisant les rencontres entre fonctionnaires et artistes dans le cadre de séminaires, la DDC a développé un soutien en faveur d'approches créatives dans le domaine de l'éducation à la santé. Si l'effet obtenu n'est pas toujours aussi flagrant qu'avec la série radiophonique *New Home, New Life*, il n'empêche que l'art permet aux filles de discuter de sujets délicats, ce qui les aide à améliorer la compréhension et le contrôle de leur vie.

En Afrique australe, le VIH reste une priorité absolue : les taux d'infection dans la catégorie des jeunes de 9 à 15 ans sont en progression alors qu'ils diminuent chez les personnes plus âgées. L'éducation joue un rôle vital dans la lutte contre la propagation de la maladie et la DDC a utilisé l'art pour appuyer son travail dans les soins de santé. Dans le cadre de «Drama for Life», un partenariat de trois ans entre l'Université de Witwatersrand et des artistes de toute la région, ces derniers ont été formés à l'utilisation du théâtre et soutenus dans cette activité pour aborder les questions liées au VIH et aux personnes LGBTI au sein des communautés. Le programme comprenait des pièces de théâtre, des ateliers, des pièces radiophoniques et des performances artistiques destinées aux réseaux sociaux, et il s'est déployé en Afrique du Sud, au Botswana, au Zimbabwe, en Namibie, au Lesotho et au Mozambique.

10 LA VALEUR AJOUTÉE DE LA SUISSE DANS LE SOUTIEN À L'ART ET À LA CULTURE

Il a été suivi du programme «Safeguarding Young People», qui a évoqué de manière appropriée les thèmes de l'éducation sexuelle et des soins de santé aux jeunes par l'art, et qui visait à influencer les cadres culturels et légaux propres à ces thématiques. Dans ce cadre, 5000 jeunes leaders ont été formés en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs ainsi que de développement de la jeunesse, et un [portail web](#) a été créé pour soutenir leur travail, avec des instructions dans plusieurs langues pour chaque pays. Pour chacun de ces programmes, la fiction a joué un rôle crucial en matière d'éducation sexuelle dans des communautés où les valeurs culturelles conservatrices rendent les approches conventionnelles inacceptables. Comme l'a expliqué une personne travaillant pour la DDC dans la région :

L'art et la culture sont au centre, ils jouent un rôle fondamental dans la manière dont notre société fonctionne en Afrique, et plus particulièrement en Afrique australe. L'art permet d'aborder certains sujets que de nombreuses personnes ne peuvent pas exprimer oralement.

L'expérience réalisée par la DDC témoigne de la valeur de l'art dans l'éducation à la santé mais son potentiel est beaucoup plus étendu. La santé, autrefois considérée simplement comme l'absence de maladie, est aujourd'hui comprise de manière positive comme un état de bien-être physique et mental, influencé par ce que l'OMS appelle les déterminants sociaux de la santé.¹³ À l'appui d'un nombre croissant de travaux de recherche, les responsables politiques commencent à valoriser la participation de la culture à la santé mentale et au bien-être psychique.¹⁴ Un grand nombre de pays développés financent aujourd'hui l'art participatif comme une mesure de promotion de la santé.¹⁵ Dans ce contexte, on peut raisonnablement s'attendre à ce que d'autres programmes de développement

culturel de la DDC – du théâtre pour la jeunesse en Bolivie à la culture traditionnelle au Kirghizistan – produisent des bénéfices réels pour la santé, même s'ils ne sont pas documentés, pour les milliers de personnes qui y prennent part. Ces avantages peuvent paraître secondaires si on les compare aux objectifs originaux des projets, mais ils représentent toutefois une contribution précieuse aux objectifs de développement.

Il existe un très large faisceau de preuves des bienfaits de l'art sur la santé. [...] L'art renferme la promesse de parvenir à résoudre des problèmes difficiles ou complexes pour lesquels il n'existe aujourd'hui aucune solution adéquate.

Rapport de synthèse n° 67 du Réseau des bases factuelles en santé, Organisation mondiale de la santé, 2019¹⁶

Le développement implique une action simultanée sur de multiples fronts, en tenant compte de la complexité culturelle des différentes communautés et en veillant à ce que les initiatives menées se complètent mutuellement. Les expériences réalisées par la DDC dans le domaine de l'art et de la santé montrent qu'un programme peut à la fois parvenir à des résultats en matière de santé, soutenir des jeunes artistes, développer des entreprises créatives, améliorer les interactions sociales et permettre aux jeunes de s'autonomiser. C'est en valorisant la richesse de ces résultats aussi divers que variés que les projets culturels atteignent un maximum d'impact.

La culture a grandement gagné en importance sur le plan social, économique et politique au cours des dernières décennies. Le fait que la Chine inaugure 451 nouveaux musées en 2012 témoigne à lui seul de cette évolution¹⁷. La culture est essentielle dans un monde qui se définit – et se divise – de plus en plus par

le langage des valeurs. L'idée que les pays en développement ne devraient pas investir dans la culture avant d'avoir satisfait leurs autres besoins est dépassée et condescendante. La culture est une ressource universellement disponible : les pays les plus pauvres disposent d'atouts créatifs au potentiel mondial. Ils ne pourront échapper à la soumission à d'autres centres de pouvoir culturel que s'ils parviennent à développer leurs propres atouts culturels en parallèle aux autres priorités en matière de développement.

«KIRINA», spectacle de danse de Serge Aimé Coulibaly.
Photo : Institut Imagine, organisation partenaire dans le cadre de l'engagement culturel de la DDC au Burkina Faso



La Suisse occupe une place de premier plan dans le domaine de la culture et du développement. C'est du moins ainsi qu'elle est perçue par des artistes, des publics, des ONG et même des acteurs étatiques dans les pays où ses programmes de coopération internationale sont les plus fortement ancrés. De la Bolivie au Burkina Faso, en passant par Haïti et l'Ukraine, le soutien de la DDC à la vie culturelle locale est une dimension à la fois visible et admirée de la présence de la Suisse. Au-delà de son soutien à l'art et à la culture, elle est également perçue comme disposant d'une expertise et d'une sensibilité à la diversité culturelle.

L'engagement de la DDC à consacrer un pourcentage de son budget à des programmes culturels sort du lot car *il intègre la culture comme un aspect du développement*. Souvent, les États donateurs séparent l'aide internationale et la coopération en matière culturelle, qu'ils associent à la diplomatie culturelle et au recours à la puissance douce.¹⁸ C'est un objectif légitime en soi, et la Suisse promeut également ses artistes et les échanges artistiques au niveau international grâce à Pro Helvetia. L'approche de la DDC est différente en ce sens qu'elle investit dans les artistes et les cultures des pays partenaires, les reconnaissant comme faisant partie intrinsèque d'un processus de développement durable. Plutôt que d'exercer son propre pouvoir culturel, la Suisse aide les nations partenaires à cultiver le leur. Elle s'emploie ainsi, de fait, à rééquilibrer la donne.

Qu'il mette l'accent sur l'éducation, la cohésion sociale ou la gouvernance, le développement suit ses propres principes. Les processus de renforcement des capacités et d'autonomisation peuvent se déployer dans la plupart des domaines de l'activité humaine mais c'est au niveau de la culture – vecteur des valeurs humaines – que le développement peut aborder les questions fondamentales sur la manière

dont les gens vivent et travaillent ensemble. La population suisse considère la sauvegarde de la diversité culturelle comme un principe fondamental pour garantir le respect mutuel et la cohabitation. Selon la Constitution, l'un des buts principaux de la Confédération suisse est de favoriser la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays.¹⁹ Ce respect de la spécificité culturelle de chaque canton définit et sous-tend la promotion de la culture aujourd'hui en Suisse, le soutien d'ordre financier ou autre étant principalement fourni par les communes, avec l'aide des cantons. De cette manière, le caractère et l'autonomie de l'expression culturelle sont encouragés en Suisse.

C'est donc tout naturellement que cette compréhension et cette sensibilité ont influencé les stratégies de la coopération internationale au développement de la Suisse. Dès 1976, la loi fédérale sur la coopération au développement définit que son approche se fonde sur l'apport de connaissances et d'expériences afin de favoriser l'épanouissement de l'homme et de lui donner la possibilité de participer activement au développement économique, social et culturel de la société à laquelle il appartient.²⁰ C'est pourquoi la culture fait partie intégrante des récentes stratégies de coopération au développement de la Suisse. La participation des artistes et des acteurs culturels est reconnue comme essentielle dans tout système démocratique ; leur travail constitue un pilier de la société civile.

Ce n'est pas évident partout, en particulier lorsque les personnes vivent éloignées du terrain. Investir dans l'eau potable, la sécurité alimentaire ou la promotion de la paix sont des biens qui vont de soi. L'art, en revanche, peut paraître moins nécessaire : on peut s'en occuper une fois que les défis qui représentent une menace pour la vie ont été résolus. Mais le développement n'est pas un processus linéaire, en

particulier dans les contextes fragiles. Prenons la lutte contre l'extrémisme violent. Une manière de réduire le pouvoir d'attraction du radicalisme est de veiller à ce que les jeunes gens puissent accéder à un emploi et à la reconnaissance sociale et qu'ils puissent s'exprimer au sein de leur communauté. En Afrique, au Proche-Orient et en Asie centrale, la DDC soutient des programmes des industries créatives qui transforment la vie des individus et qui diversifient les économies locales. Ils peuvent également proposer des alternatives vitales à des jeunes en quête d'une place dans la vie.

La partie très congrue des ressources de la DDC allouée à la culture permet d'obtenir des résultats impossibles à atteindre par d'autres moyens. Entre autres, les programmes culturels :

- › soutiennent les fruits du développement dans des domaines tels que l'inclusion sociale, les droits de l'homme, l'éducation, la société civile, le développement économique et la participation démocratique ;
- › abordent des questions sociales ou politiques délicates grâce au langage de l'art, créant un espace de dialogue et favorisant un climat de tolérance ;
- › mettent en contact la DDC avec des acteurs de la société civile, des créatifs et des citoyens différents que ceux qui sont impliqués dans les autres programmes de développement ;
- › permettent de tester de nouvelles idées en toute sécurité, parce qu'un échec artistique est décevant mais pas dangereux, et génèrent ainsi de nouveaux partenariats et projets innovants ;

› Ce faisant, ils viennent étoffer la gamme d'outils à disposition du personnel de la DDC en utilisant des moyens non conventionnels pour faire progresser les principaux objectifs de développement.

La DDC obtient une valeur sans commune mesure du pourcentage de son budget dédié à la culture. Ces moyens ne feraient aucune différence s'ils étaient réattribués au reste de ses activités. Ils représentent une part trop faible du budget pour influencer sur les résultats de ses programmes. Mais l'effet sur les partenaires de la Suisse dans les pays en développement serait dévastateur car les autres sources de financement leur font défaut. Des organisations culturelles irremplaçables bénéficient actuellement d'un soutien sous diverses formes, illuminant les perspectives de centaines d'artistes. Le progrès social, qui, dans le monde entier, englobe la vie culturelle, avance, et les projets de développement menés par la Suisse acquièrent une importante dimension créative. L'image de la Suisse comme un partenaire fiable, généreux et – comme l'a dit quelqu'un – élégant dans le domaine du développement gagne en visibilité par son engagement culturel. La fréquence à laquelle les pouvoirs publics et les entreprises adoptent des modèles testés dans le cadre de programmes de la DDC témoigne de la considération dont ils font l'objet dans les pays partenaires.

Alors que la place dévolue à la joie est souvent limitée, les projets artistiques et culturels apportent de la couleur, de l'énergie et du bonheur. Ils atteignent des millions de personnes qui, en temps normal, ne sont pas touchées par l'action de la DDC et illustrent l'infinie créativité des êtres humains partout dans le monde. Pour nombre des personnes impliquées, ils sont ce qui rend la vie digne d'être vécue, soit la définition même de la valeur, non pas ajoutée, mais intrinsèque au développement.

Notes de fin

- 1 Au niveau mondial, 90 % des filles et 92 % des garçons en âge de scolarité primaire fréquentent l'école, cf. Hans Rosling, 2016. *Factfulness : Ten Reasons We're Wrong About The World - And Why Things Are Better Than You Think*, Londres, Hodder & Stoughton, p. 70.
- 2 Sven Lindqvist, *Exterminate all the Brutes*, 1996, Londres.
- 3 Pierre Bourdieu, *La Distinction, Critique sociale du jugement*, 1979, Paris.
- 4 [Rapport mondial sur le déplacement interne](#), 2019, Observatoire des situations de déplacement interne.
- 5 'African Migration to Europe', *Data Briefing Issue No. 11*, novembre 2017, Global Migration Data Analysis Centre.
- 6 [World Population Prospects 2019](#), Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.
- 7 Matarasso F., 2019, *A Restless Art*, Londres, p. 42.
- 8 Nations Unies, 2019, *World Urbanization Prospects, The 2018 Revision (ST/ESA/SER.A/420)*. New York, p. xix.
- 9 Nations Unies, 2018, *The World's Cities in 2018, Data Booklet (ST/ESA/SER.A/417)*.
- 10 Craig G. et al., 2011, *The Community Development Reader: History, Themes and Issues*, Londres, p. 3.
- 11 CNUCED, 2018, *Creative Economy Outlook Trends in international trade in creative industries 2002-2015* (lien).
- 12 Andersson, N., Mitchell, S. 'Epidemiological geomatics in evaluation of mine risk education in Afghanistan', *International Journal of Health Geographics* 5.1, 2006.
- 13 [Comblent le fossé en une génération. Instauration l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux. Rapport final de la Commission des déterminants sociaux de la santé](#). Genève, Organisation mondiale de la santé, 2008.
- 14 P. ex. le rapport du groupe interpartis du Parlement britannique, *Creative Health: The Arts for Health and Wellbeing*, Londres, 2017.
- 15 P. ex. VicHealth en Australie et la nouvelle politique de prescription sociale au Royaume-Uni.
- 16 Fancourt D., Finn S. Quelles sont les bases factuelles sur le rôle des arts dans l'amélioration de la santé et du bien-être ? Une étude exploratoire. Copenhague : Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2019.
- 17 <https://www.economist.com/special-report/2014/01/06/mad-about-museums>
- 18 Cf. British Council, n.d., *Soft Power Today, Measuring the Influences and Effects*, Londres.
- 19 Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (état au 1er janvier 2020), art. 2, al. 2.
- 20 Loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales (état au 1er mars 2017), art. 6, al. 1, let a.

Impressum

Edition :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Freiburgstrasse 130, 3003 Berne

www.ddc.admin.ch

Contact spécialisé :

DDC Coopération globale

Division Savoir-Apprentissage-Culture

wlk@eda.admin.ch

Mise en page :

Mark Manion, Communication Arts

Photo de couverture :

«Symphony», théâtre Ilkhom (Photo: Elyor Nemat)

Commandes :

Cette publication est également disponible en allemand, italien, anglais et espagnol et peut être téléchargée sous www.ddc.admin.ch/publications.

Berne, Avril 2020, © DFAE/DDC